

L'appui critique Solidaire à la gestion pro-entreprise de la pandémie par la CAQ L'envers de la médaille : la dictature «temporaire» de l'aile parlementaire

De conclure une militante Solidaire qui a participé à la première « école buissonnière » avec les deux député-e-s de Québec du parti portant sur la gestion des résidences de personnes âgées : « *Je pense que le mot d'ordre est de ne pas trop faire du bruit. Quand la situation va aussi mal, notre devoir est de parler.* » C'est là un condensé lucide de la politique d'union sacrée du parti vis-à-vis la CAQ, politique qui persiste malgré sa gestion catastrophique qui en fait de loin la pire province canadienne ce qui ne l'empêche pas d'être la championne parmi les provinces de la ré-ouverture « économique » dont le fer de lance est celle scolaire (voir [Le débat sur la ré-ouverture scolaire sur fond de ré-ouverture économique – L'« économie » est clairement gagnante mais le peuple travailleur l'est-il ?, Presse-toi-à-gauche, 28/04/20](#)).

La pire province et de loin : Les gens âgés sont un poids mort plus qu'en Ontario et que dans l'Ouest

Le parallèle entre la gestion québécoise de la crise pandémique et celle de la Colombie britannique est inquiétant pour ne pas dire paniquant (Pierre Dubuc, [On ne s'en sortira pas de la façon dont c'est mené](#) L'Aut'Journal, 27/04/20). Et voici qu'après la perte de contrôle de la pandémie dans les résidences pour personnes âgées, ce qui n'est pas encore réglé malgré une sous-traitance partielle à l'armée et à la croix-rouge canadiennes, que la perte de contrôle s'étend à deux hôpitaux majeurs (Sacré-Coeur et Maisonneuve-Rosemont) au cœur de deux quartiers populaires à prédominance francophone et racisés spécialement dans la partie nord-est, la partie la plus contaminée par la covid-19 de Montréal. L'auteur identifie comme principales causes de ce dérapage la personnalité « *brouillon* » du Premier ministre et la pusillanimité du Dr. Arruda. Ces facteurs ont pu jouer mais prédominent des causes systémiques.

Selon les données de l'ISQ, au Québec, de 1950 à 2010, la part des 65 ans et plus dans la population est passée de 5,7 % à 15,3 %. Cette part atteindra 25 % en 2030 et 27 % en 2050. [...] Non seulement le Québec vieillit, mais il le fait rapidement. [...] par rapport aux pays de l'OCDE. (Radio-Canada, 2018) L'est du pays regroupe en effet les populations plus âgées, tandis que les jeunes sont plus nombreux dans l'ouest du pays et le Nord canadien. [...] « Moins d'immigrants internationaux s'établissent en Atlantique [...] Et il y a une masse de jeunes adultes qui quittent pour s'établir ailleurs au pays. Forcément, le poids démographique des personnes âgées, qui elles restent, augmente. » [...] Le même phénomène s'observe au Québec, où la population active a connu une diminution au profit des personnes âgées. L'évolution de la population ontarienne est pour sa part demeurée relativement stable, grâce à une immigration soutenue. (Radio-Canada, 2017)

Le patronat québécois, ses intellectuels organiques et ses trois grands partis sont conscients de ce poids mort — tous ces gens âgés et autres gens avec comorbidité qui coûtent chers et ne contribuent en rien à la création de profit — qui nuit à la rentabilité du capitalisme québécois en le rendant moins compétitif. D'un autre côté, le gouvernement québécois privilégie des grappes de rentabilité dont l'une est la santé hospitalo-centrique dont le noyau dur est le CHUM francophone et l'encore plus flamboyant CUSM anglophone, aucun d'eux ne se salissant les mains en première ligne de la lutte pandémique. La résultante de cette combinaison de facteurs est le dumping des gens âgés dans ces mouroirs des temps néolibéraux dont on connaît les conditions de travail et le degré grandissant de privatisation car l'industrie de la mort est payante.

La direction Solidaire ne s'oppose pas à l'aventuriste déconfinement pro-entreprise de la CAQ

Le parti a finalement réagi sur la question de la ré-ouverture par un communiqué de presse le 27 avril. Il a réagi le jour même de la position officielle du gouvernement alors que ce débat était sur la place publique depuis environ une semaine. Il semblait cautionner l'orientation générale de la CAQ tout en questionnant sa faisabilité sur divers aspects. Aurait-il voulu une vraie ré-ouverture scolaire qui ne soit pas un prétexte économique ou plutôt le contraire, aucune ré-ouverture scolaire, ce qui suppose une opposition à la ré-ouverture économique ? Dans le premier cas, comment faire la ré-ouverture; dans le deuxième que proposer pour alléger le confinement des enfants et adolescents ? On reste sur sa faim. Cette position de dernière minute qui entretenait la confusion sentait l'improvisation parce que comme opposition il fallait bien dire quelque chose. Comme parti de gauche, on se serait plutôt attendu à une forte réaction condamnant cette ré-ouverture purement affairiste. Et sus à cet électoralisme de bas étage qui se laisse balloter au gré des humeurs de l'opinion publique fabriquée médiatiquement. Finalement le couperet de la position du parti est tombé le premier mai.

À l'occasion de la journée internationale des travailleurs et des travailleuses, le parti confirme par son silence son acceptation de la ré-ouverture scolaire et cautionne celle de l'économie sous réserve d'un alambiqué « *droit de retrait sanitaire [...] garanti (non contestable par l'employeur) pour les personnes ayant un diagnostic les rendant hautement vulnérables à la COVID-19, peu importe leur âge [...] et dans le cas des travailleurs et travailleuses de plus de 60 ans ou pour ceux et celles présentant un risque modéré, un mécanisme de contestation auprès de la CNESST [qui] serait mis en place, afin de s'assurer du maintien des services essentiels et de protéger la santé et la sécurité du public.* » Une chatte ne retrouverait pas ses petits dans ce labyrinthe de conditions indéfinies pour la plus grande joie des technologues des conventions collectives. Quelle différence entre «vulnérable» et «modéré», quels «services essentiels», quel «mécanisme de contestation». On peine à croire que les travailleuses âgées et celles à risque (modérée) pourraient être obligées d'aller travailler sans protection sanitaire adéquate, problème dont on connaît l'ampleur, dont le communiqué ne dit un seul mot.

L'électorale démission Solidaire s'étend aux questions raciale, autochtone, des prisons et démocratique

Cette démission du parti se répand sur toutes les questions. Soudain, suite à un avertissement d'un collectif local, on remarque l'explosion de la contamination dans Montréal-Nord et Rivière-des-Prairies parce que la densification urbaine y est plus forte tout comme celle dans les logements, que la qualité du transport public et des lieux récréatifs y est déplorable et que la proportion de la population travaillant pour des salaires de misère dans les services essentiels pandémiques, surtout ceux privés, y est importante. En un mot, ce sont des quartiers racisés, en particulier haïtiens et latinos, ce que tout et chacun a de la difficulté à préciser et ce que Québec solidaire ignore complètement dans la quarantaine de communiqués de presse émis depuis le début de la pandémie. Tout comme le parti y ignore la demande pressante de responsables autochtones que leurs communautés soient maîtresses de leur déconfinement et que les mines qui leur sont adjacentes, facteurs de contagion, restent fermées. Le parti pourrait au moins réclamer de colliger les statistiques par blanc/non-blanc/autochtone comme le fait le Recensement du Canada de sorte à révéler, probablement, le racisme systémique jusque dans la mort pandémique comme c'est le cas aux ÉU.

Il en est de même de la contagion dans les prisons fédérales où c'est pire au Québec : Au 22 avril,

le Service correctionnel du Canada (SCC) est d'ailleurs visé par une demande d'action collective : les détenus des pénitenciers du Québec lui reprochent d'avoir compromis leur santé et leur sécurité pendant la pandémie. Le Service correctionnel a agi "trop peu et trop tard", est-il allégué. Cette inaction a favorisé l'éclosion de COVID-19 dans plusieurs pénitenciers fédéraux du Québec, peut-on lire dans la procédure, par laquelle il est demandé à la Cour d'autoriser une action collective. En date de lundi [19 avril], 114 personnes incarcérées dans des pénitenciers au Québec ont contracté la maladie. Le Québec est de loin la province où il y a le plus de cas, selon les chiffres du SCC. (Radio-Canada, [22/04/20](#))

Pourtant le 26 mars,

...la Ligue des droits et libertés (LDL) pressait les autorités provinciales et fédérales de contrer la propagation du coronavirus dans les prisons en libérant de toute urgence plusieurs catégories de personnes incarcérées : les détenu-e-s âgé-e-s ou malades, ceux et celles en fin de sentence, les femmes enceintes, les personnes détenues dans les centres d'immigration, les détenu-e-s malades, les personnes en attente de procès pour des délits non violents. « La seule mesure d'application générale annoncée officiellement a été la suspension des peines intermittentes. C'est nettement insuffisant. Les gouvernements doivent s'engager dès maintenant en ce sens

Ne serait-il pas temps que le parti secoue ses puces et prenne position sur la question de la covid-19 dans les prisons ? La Presse du 28/04/20 coiffe un article de la Presse canadienne du titre : « *La Ligue des droits et libertés met en garde contre la gouvernance par décrets et la surveillance* ». Le drame sanitaire tout comme les préoccupations économiques sans compter le débat sur la sortie de crise portent à faire oublier la faille autoritaire qui menace d'engloutir cette étroite démocratie parlementaire, mince ligne qui nous sépare de la dictature. Aucun de la quarantaine de communiqués de presse de Québec solidaire de la période pandémique jusqu'à ce jour n'aborde la question démocratique, aucun ! Faut-il s'en surprendre ? Le parti a liquidé sa propre démocratie interne en mettant en dormance ses instances statutaires — il a renoncé à organiser un conseil national internet et a mis en berne sa campagne Ultimatum 2020 — au profit du parti parlementaire non statutaire qui construit ses organes ad hoc lesquels parfois daignent consulter les élu-e-s aux postes internes.

Diversions pour enfouir le reniement de la démocratie interne apte à la critique du Plan de transition

Plusieurs prétendent que le parti s'exprime aussi par mille et un moyens dont en particulier les députés qui font plein de déclarations sur les réseaux sociaux et aux médias traditionnels où en fouillant on peut trouver ce que l'on veut et son contraire. Il est bon de rappeler que les positions officielles du parti sont exprimées sur le site web du parti sous forme de communiqués de presse. Les autres moyens servent soit à tester le terrain, à exprimer la frustration d'un membre de la députation ou encore à mettre en relief une prise de position jugée particulièrement importante. Les positions clefs du parti passent par des communiqués officiels sur le site du parti. C'est l'abc de toute politique de communication. Les communiqués sur le site sont l'épine dorsale de notre élaboration politique au fur et à mesure du développement de la conjoncture.

D'aucun se satisfont et se réjouissent de «l'École buissonnière», cette série d'une trentaine de formations, panels ou discussions sur des sujets hétéroclites d'ici l'été. Si au départ cette école était conçue comme une relation au sein de la militance, on remarque qu'elle se transforme rapidement, avant même qu'elle se soit déployée, par la promotion de rencontres où la relation est davantage univoque que biunivoque entre la députation et la militance. À noter que thématiques et personnes présentatrices ont été filtrées par un comité ad hoc de la direction. Les sujets politiquement chauds (CHSLD, transition, relance, constituante) sont pris en mains par la députation ou des gens acquis à leurs vues. Et surtout pas de panel à propos du plan de transition climatique comme l'a demandé le comité thématique sur l'environnement et l'énergie. Nul doute que ce seront des lieux pertinents de politisation mais cette école ne vise pas le maillon qu'il faut maintenant saisir soit le rétablissement de la démocratie interne du parti afin de décider collectivement de la politique pandémique pour aboutir à une sortie de crise par la gauche vers une transition climatique conforme aux objectifs du GIEC-ONU.

D'autres ont bien jaugé l'abîme de collaboration de classe, avec en plus le parti le plus réactionnaire du patronat, dans lequel le parti parlementaire est en train de se noyer. D'en pertinemment conclure que « *QS n'a pas été conçu pour n'être qu'une aile parlementaire. C'est plutôt le rôle actif des membres dans la mobilisation militante de leurs communautés qui ont été pensé comme le moteur du parti.* » (Alternative socialiste, [Aux membres de QS: réactivons-nous, maintenant!](#), 17/04/20). On en déduit d'utiliser «l'École buissonnière» pour « *mobiliser les membres afin de prendre part, le plus rapidement possible, aux luttes des travailleurs et des travailleuses.* ». C'est là mettre la charrue avant les bœufs. La ré-activation d'Ultimatum 2020 ou une autre campagne à la lumière de la pandémie requerrait d'être orientée par une politique pandémique-relance climatique ce qui justement nécessite la re-démocratisation du parti. Ne pas mettre la politique au poste de commande mais l'activisme conduit à un mitraillage revendicatif détaché de la conjoncture et du débat politique ne distinguant pas, pour employer une vieille terminologie, propagande, agitation et mot d'ordre.

La militance contestataire du parti regroupée dans Solidaires pour la démocratie interne et gravitant autour des réseaux militants écologique (RMÉ) et intersyndical et de Presse-toi-à-gauche a laissé tomber la lutte pour la démocratie interne, qui pourtant la définit, en faveur de réconfortants forums de discussion. Stimulants au niveau des idées, ceux-ci n'en sont pas moins une grande diversion pour ne pas remarquer l'éléphant qui est dans la pièce. Le parti parlementaire a vite compris l'avantage qu'il pouvait en tirer. C'est cette initiative de forums qui lui a servi de marchepied pour organiser son «École buissonnière» qui au bout du compte enveloppe ces forums et risque de les marginaliser. C'est sans doute la raison pour laquelle le deuxième forum du RMÉ a suscité beaucoup moins d'intérêt que le premier pré École buissonnière. La capacité organisationnelle et l'audience du parti parlementaire sont passablement plus importantes que celles de sa dissidence qui tergiverse. Son hésitation grandit au point que ces forums se contentent de tourner autour du pot qu'est le capitaliste vert Plan de transition de Québec solidaire au lieu de le confronter par une critique directe de son contenu afin de le transformer en plan de relance post-pandémique.

Pour un conseil national évaluant la politique pandémique et qui élabore un plan de sortie de crise

Les uns et les autres oblitèrent la convocation du conseil national et tout le processus qui le précède à commencer par les réunions des associations locales le préparant. L'effacement des événements aurait renvoyé le conseil national aux Calendes grecques quand on sera revenu à la dite situation normale. C'est oublier que sous prétexte de la pandémie, l'aile parlementaire se transforme en parti parlementaire. C'est là une forme de dictature «temporaire» qui permet éventuellement d'institutionnaliser le verticalisme déjà existant en passant par-dessus les statutaires structures électives du parti au profit d'une relation directe parlementaires-électorat en utilisant les grands médias. Pour consoler la militance, le parti parlementaire lui offre une «école buissonnière» qui n'est aucunement décisionnelle et contraignante à l'égard du parti parlementaire.

Au contraire, le bouleversement actuel commande de faire le point sur la politique du parti vis-à-vis la pandémie. S'interroger sur notre politique de sortie de crise est aussi à l'ordre du jour. Se demander si notre Plan de transition climatique est toujours à la hauteur s'impose. «L'école buissonnière» peut certes amorcer des discussions sur ces sujets mais elle n'est aucunement décisionnelle. S'impose la nécessité de sortir le parti de sa quarantaine artificielle et dès maintenant amorcer le processus de convocation du conseil national à tenir avant la fin juin. Deux mois après le début de la pandémie, alors qu'un sous-groupe des Solidaires pour la démocratie interne l'avait demandé, il y aurait enfin une réunion de l'organisation. Comment sera-t-il possible si tard dans l'année de sérieusement mettre sur la table la tenue d'un CN virtuel avant l'été. Ce sera alors pour le mois d'août. Rien empêche entretemps les associations de circonscription de se réunir pour faire le point sur la situation et d'exiger un conseil national.

Le conseil national pour un plan pandémie-relance alternatif et son plan d'action

Pendant que le parti parlementaire, sans compte à rendre, s'enfoncé dans sa politique d'union sacrée avec la CAQ, des membres à la base font part de leurs critiques et étayaient des idées alternatives. Ces idées mériteraient amplement d'être débattues à un conseil national. En voici deux exemples dont le premier d'une jeune membre du parti confinée avec ses jeunes enfants :

[...] on est capable de porter un projet de société solidaire, communautaire et féministe, je ne vois pas pourquoi on ne pourrait pas porter en ce moment un projet de déconfinement humain et communautaire, et œuvrer à tous les niveaux et par tous les canaux du parti pour le revendiquer – au parlement, dans la rue et dans les médias. Et quand je parle de la rue je veux dire une vraie mobilisation citoyenne sur cette revendication, avec actions originales sur les balcons, les trottoirs, les lieux publics, les rues, etc., des trucs inventifs qu'il faudra imaginer [...] Il y a une colère, une indignation dans le déconfinement à visée purement économique, et je pense que beaucoup de monde aimerait se voir proposer autre chose, revendiquer autre chose. [...]

Un déconfinement communautaire proposerait par exemple que plusieurs familles puissent s'organiser ensemble pour assurer le gardiennage et les apprentissages des enfants, avec un support offert par les écoles, par exemple. Cela permettrait de renouer les liens sociaux qui nous manquent cruellement, et de permettre à plusieurs de retourner malgré tout au travail, à travers un système d'entraide plus réaliste. Cela aussi nous permettrait de nous décharger un peu de tout ce qui nous est demandé d'assumer individuellement, chacun.e dans nos cabanes, sous peine de contrôle policier. Cela permettrait finalement aussi de contenir la propagation du virus à l'intérieur de ces cellules communautaires [...] Les ressources spécialisées des écoles pourraient alors aussi être libérées pour les familles les plus vulnérables. [...]

La société de contrôle qui nous est proposée parce que « la vie doit continuer » est inadmissible. Je ne comprends pas qu'on n'adopte pas à QS un discours plus indigné, plus rageux face à ce qui est demandé aux citoyen.ne.s et aux travailleuse.s (surtout aux travailleuses) et aux familles en ce moment. Demander à des enfants de garder/d'école de ne pas bouger, de ne pas socialiser, de se laver les mains constamment, de faire confiance à des éducatrices ou profs qu'ils ne connaîtront peut-être pas et qui seront masquées, c'est demander à des enfants de cesser d'être des enfants. Demander aux préposées, infirmières, profs, éducatrices de continuer à porter la charge de sauver le monde sur leurs épaules, c'est juste machiste [...] il me semble qu'il faudrait revendiquer un plan national de test massif de la population,

De compléter un jeune militant syndicaliste :

[...] QS enverrait un message à tous ses membres et sympathisant.e.s afin d'organiser une rencontre "Comment s'organiser face au déconfinement", en répartissant les travailleuses par secteur d'activité, non sous la forme d'un Q&R avec les députés, mais sous la forme d'une réelle réunion d'organisation afin de recenser les moyens d'actions qui pourraient être envisagés dans ce contexte sur les enjeux de santé et sécurité, sanitaires, salariales et de conditions de travail, et. [...] ultimement, notre rapport de force dépend de l'auto-organisation des travailleuses... et dont l'arme ultime est la grève de masse. En résumé, des interventions médiatiques bien senties c'est bien et nécessaire, des refus de masse (aka grèves sauvages) à rentrer au travail dans ces conditions, en commençant par un secteur (éducation), dans une région (ex. à Montréal), ça serait un game changer.

Ces idées, qui sont le volet plan d'action d'un plan pandémie-relance, sont avec le plan proprement dit ce qu'on voudrait voir présenter et discuter aux forums organisés par le Réseau militant écologiste du parti puis repris lors du processus menant au Conseil national. Car il ne faut pas du tout compter sur la direction du parti pour aller dans cette direction.

Marc Bonhomme, 2 mai 2020

www.marcbonhomme.com ; bonmarc@videotron.ca